AGRICULTURE & RURALITÉ · FICHE MESURE

Alimentation durable

Alimentation durable : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
3,6 Md€	**150 M€**	**−30 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −150 M€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Vecteur juridique : Loi ordinaire (Code rural + Code consommation + CGI + Code santé publique) + LF + décrets ADEME/DGCCRF/ARCOM

Résumé

Refonder la relation des Français à leur alimentation par la pédagogie et le choix éclairé — jamais l'interdiction. Attaquer la demande plutôt que la production : baisse consommation animale → moins de pression sur pêche industrielle, élevage intensif, chasse commerciale, sans jamais légiférer contre ces filières directement. Le consommateur informé décide. Onze axes cohérents : (A) Éco-score alimentaire obligatoire A-E — 3 composantes (carbone, bien-être animal, biodiversité), équivalent Nutri-Score de l'impact ; (B) Campagne nationale pédagogique — santé publique (surconsommation viande et cancer colorectal, cardiovasculaire), environnement (élevage = 14,5 % des GES mondiaux, 15 000 L d'eau pour 1 kg bœuf), éthique animale, alternatives végétariennes et végétaliennes complètes ; (C) Éducation scolaire — module « manger, se nourrir » primaire → lycée (EMC + SVT + Économie), sorties pédagogiques agricoles y compris abattoirs à partir du lycée ; (D) Cantines publiques — 2 repas végétariens/semaine + 1 repas végétalien/semaine dans toutes les cantines (école, université, hôpital, EHPAD, administration, prisons), option végétarienne quotidienne obligatoire, option végétalienne sur demande garantie ; (E) Fiscalité incitative — TVA 5,5 % sur protéines végétales et alternatives, TVA majorée à 10 % sur viande d'élevage intensif (label, plein air, bio, terroir français inchangés) ; (F) Restauration commerciale — option végétarienne complète obligatoire >50 couverts, option végétalienne complète obligatoire >100 couverts, formation cuisiniers financée CPF ; (G) Marketing responsable — interdiction publicité viande industrielle (modèle Loi Évin) + interdiction publicités qui banalisent l'animal-produit (comparaisons choquantes type chaussettes/chambre à air vs viande) ; (H) Transparence origine — étiquetage 0-1-2-3 (bio plein air → élevage intensif) + suffixe R/V (Retraite prévue / Viande finale), le consommateur voit et choisit ; (I) Souveraineté protéines végétales — plan national légumineuses (pois, lentilles, féverole, pois chiches, haricots), passage de 5 % à 25 % d'autonomie en 5 ans (aujourd'hui 60 % d'importations soja Brésil) ; (J) Reconnaissance officielle de l'effet indirect biodiversité — baisse consommation animale = respiration écologique naturelle, cohérence Plan Eau réensauvagement, Bien-être animal, Protection animaux compagnie ; (K) Retraite des animaux d'élevage — plateforme nationale RetraiteAnimaux.gouv.fr, prime éleveur au don (50 € poule / 200 € cochon / 500 € vache), réseau structuré familles d'accueil + sanctuaires labellisés (L214, Groin Groin, La Ferme des Rescapés), reconnaissance officielle Journée de l'Éthique Animale (1er novembre) et statut « préférence végétalien » administratif garantissant repas 100 % végétalien en hôpital / EHPAD / prison / école. Coût brut ~3,65 Md€/5 ans, économies santé publique + TVA majorée ~3,5 Md€, net ~+150 M€ (quasi-neutre).

Financement

Coût brut sur 5 ans : ~3,65 Md€ (~730 M€/an à régime)

Décomposition annuelle à régime :

- **Éco-score alimentaire (méthodologie ADEME + contrôles)** (Axe A) : ~30 M€/an → **150 M€**.
- **Campagne nationale pédagogique** (Axe B) : ~100 M€/an → **500 M€**.
- **Éducation scolaire + sorties + formation profs** (Axe C) : ~50 M€/an → **250 M€**.
- **Cantines publiques (surcoût transition)** (Axe D) : ~150 M€/an → **750 M€**.
- **Fiscalité incitative** (Axe E) : neutre à court terme (bonus/malus équilibré).
- **Restauration commerciale (formation + contrôles)** (Axe F) : ~20 M€/an → **100 M€**.
- **Marketing responsable (contrôles ARPP/ARCOM)** (Axe G) : ~10 M€/an → **50 M€**.
- **Transparence origine (étiquetage + contrôles)** (Axe H) : ~20 M€/an → **100 M€**.
- **Souveraineté protéines végétales (aide agri + INRAE + filière)** (Axe I) : ~200 M€/an → **1 Md€**.
- **Rapport annuel biodiversité** (Axe J) : ~10 M€/an → **50 M€**.
- **Retraite des animaux d'élevage (primes + réseau + reconnaissance)** (Axe K) : ~250 M€/an → **1,25 Md€**.

Total brut : ~3,65 Md€ sur 5 ans.

Recettes et économies sur 5 ans : ~3,5 Md€

- **TVA majorée viande industrielle** (Axe E) : ~200 M€/an → **1 Md€**.
- **Économies santé publique** (baisse maladies liées surconsommation viande) : ~500 M€/an cumulé → **2,5 Md€** (montée en charge progressive, effet mesurable an 3+).
- **Économies climat, eau, biodiversité** : indirect, non chiffré (mais réel via cohérence Plan France Climat 2030 et Plan Eau France 2032).
- **Souveraineté alimentaire** — baisse importations soja : ~500 M€/an de balance commerciale améliorée (non compté dans solde direct).

- **Amendes publicité manquante ou désacralisante** : ~50 M€/an → 250 M€.

Coût net sur 5 ans : **~+150 M€** (quasi-neutre — la mesure quasi s'autofinance).

Coût net avec montée en charge progressive :

- **An 1** : 800 M€ brut - 200 M€ recettes = **+600 M€ net** (démarrage, campagne, éco-score).
- **An 2** : 750 M€ brut - 600 M€ recettes = **+150 M€ net**.
- **An 3** : 730 M€ brut - 800 M€ recettes = **-70 M€ net** (gain).
- **An 4** : 720 M€ brut - 900 M€ recettes = **-180 M€ net**.
- **An 5** : 700 M€ brut - 1 Md€ recettes = **-300 M€ net**.

Total net sur 5 ans : ~+200 M€ (quasi-neutre, en dépit des arrondis).

Impact sur le solde global du programme :

- Nouvelle mesure Alimentation durable : **-150 M€** net.
- Solde consolidé du programme complet (102 mesures) : **~+35 Md€** d'excédent net sur 5 ans (~+7 Md€/an). Voir la Synthèse pour le détail.

Financement direct :

- Redéploiement budgets Ministère Agriculture + Santé + Éducation + Écologie.
- TVA majorée viande industrielle fléchée.
- Amendes ARPP/ARCOM.
- Fonds européens (Farm to Fork, Green Deal alimentaire).

Effets macroéconomiques indirects (non chiffrés dans le solde) :

- **Santé publique** — potentiel de baisse ~7-10 Md€/an de coûts sanitaires à horizon 10 ans.
- **Environnement** — baisse GES agricoles, baisse pression hydrique (Plan Eau).
- **Souveraineté** — indépendance protéines végétales, baisse importations soja Brésil.
- **Biodiversité** — respiration naturelle des écosystèmes par baisse demande.
- **Cohésion sociale et éthique** — la République reconnaît la sensibilité animale sans jamais interdire, laissant chaque citoyen faire son choix éclairé.

Sources

- ADEME — Agribalyse et impact environnemental des aliments — https://www.ademe.fr — Méthodologie éco-score alimentaire française.
- ANSES — Recommandations nutritionnelles 2019 — https://www.anses.fr — Recommandations de consommation viande rouge et charcuterie.
- OMS/CIRC — Classification cancérogénicité — https://www.iarc.who.int — Charcuterie Groupe 1, viande rouge Groupe 2A.
- HAS — Nutrition et santé publique — https://www.has-sante.fr — Impact de l'alimentation sur la santé publique française.
- FAO — Tackling climate change through livestock (2013, réactualisé 2023) — https://www.fao.org — 14,5 % des GES mondiaux liés à l'élevage.
- INRAE — Recherche sur les légumineuses et l'agroécologie — https://www.inrae.fr — Programme national de souveraineté protéique végétale.
- CIWF France — Compassion in World Farming — https://www.ciwf.fr — Référentiel bien-être animal et modes d'élevage.
- L214 Éthique & Animaux — https://www.l214.com — Association de référence sur les conditions d'élevage et sanctuaires.
- Groin Groin — Sanctuaire d'animaux d'élevage rescapés — https://asso-groingroin.org — Sanctuaire pionnier pour cochons d'élevage.
- Article L. 214-1 Code rural — Reconnaissance de l'animal comme être sensible — https://www.legifrance.gouv.fr — Cadre juridique fondamental à opérationnaliser.
- Loi Egalim 2018 + Egalim 2 (2021) — https://www.legifrance.gouv.fr — Cadre existant des cantines à approfondir.
- Loi Évin 1991 — cadre publicité tabac/alcool — https://www.legifrance.gouv.fr — Modèle inspirant pour l'encadrement publicité viande industrielle.
- Lancet Countdown on Health and Climate Change 2023 — https://www.lancet.com — Impact santé et climat de l'alimentation.
- Poore & Nemecek — Reducing food's environmental impacts (Science 2018) — https://www.science.org — Étude de référence sur l'impact environnemental des aliments.

Fiche complète en ligne : https://chiffrons.fr/mesures/alimentation-durable-pedagogie/ — on y trouve aussi : diagnostic, le détail de la mesure, public cible, indicateurs de succès, calendrier.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.